
[Nous avons besoin de votre soutien ! Aidez à stopper l'avancée des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud !](#)

Aidez à stopper l'avancée des plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud, en particulier dans les pays africains !!

Signez cette lettre pour alerter les citoyens des pays du Nord! Empêchez les agences de développement de promouvoir l'expansion des plantations d'arbres à grande échelle qui détruisent des territoires et sont une fausse solution au chaos climatique! La lettre est ouverte à la signature jusqu'au 19 septembre dans le formulaire ci-dessous..

Il existe un réel danger d'une gigantesque expansion mondiale des plantations d'arbres en monoculture. Certains affirment que ces plantations sont une *solution* pour éviter le chaos climatique et la dépendance du monde industrialisé au pétrole, au gaz et au charbon.

Une grande partie de cette expansion devrait avoir lieu en Afrique, le continent qui présente « *le potentiel de reboisement le plus rentable au monde* », selon une étude de la Banque africaine de développement (BAD) et du WWF-Kenya.

Face à cette menace, un groupe d'organisations de pays africains, avec le WRM, publie une lettre ouverte qui vise à alerter les citoyens des pays du Nord sur le rôle que jouent leurs agences de développement dans la promotion de cette expansion. Ces structures utilisent l'argent public pour financer des entreprises, des consultants et des investisseurs afin qu'ils puissent continuer à faire des profits. Ils le font sans se soucier du grand nombre de violations des droits et des destructions que ces projets ont causés aux communautés rurales et aux terres, forêts et savanes dont elles dépendent.

Nous appelons à la solidarité avec les communautés qui résistent aux plantations industrielles d'arbres, afin qu'ensemble nous puissions exiger l'abandon de tout programme de reboisement basé sur de grandes plantations en monoculture.

La lettre sera publiée **le 21 septembre, la Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture.**

Veuillez signer avant le 19 septembre.

En solidarité,
L'équipe du WRM

(Lisez la lettre complète sous le formulaire)

*** Les champs « Prénom » et « Nom » sont obligatoires. Si vous signez au nom d'une organisation, veuillez répéter le nom de l'organisation dans ces champs.**

21 septembre - Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture

Lettre ouverte sur les investissements dans les plantations industrielles d'arbres dans les pays du Sud, en particulier en Afrique

Et en solidarité avec les communautés qui résistent à l'occupation de leurs territoires.

Le 21 septembre est la Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture. Contrairement à d'autres, cette journée n'a pas été créée par les Nations Unies (ONU) ou par les gouvernements. La Journée a été créée en 2004 par des communautés rurales, rassemblées dans l'arrière-pays brésilien, pour dénoncer et faire la lumière sur les impacts des plantations d'arbres en monoculture sur leurs territoires, et affirmer leur détermination à résister à ces plantations et à reprendre leurs territoires des mains des entreprises.

Seize ans plus tard, la Journée reste toujours autant d'actualité : **il y a un réel danger d'une gigantesque expansion mondiale des plantations d'arbres en monoculture.** Ces plantations sont présentées comme une solution pour éviter le chaos climatique et la dépendance du monde industrialisé au pétrole, au gaz et au charbon. Un groupe de gouvernements, d'entreprises, de consultants, d'investisseurs et de grandes ONG conservationnistes se sont réunis pour mettre sur la table leurs méga-plans d'expansion des plantations d'arbres (1).

Bien que fortement remise en question, la définition de la forêt par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et plusieurs gouvernements nationaux inclut à tort les plantations d'arbres en monoculture. À leurs yeux, les plantations sont des « forêts plantées ». Cette définition ne favorise que les grandes sociétés de plantations et garantit ainsi **leur objectif principal : générer des profits.**

L'Afrique est le continent qui présente « le potentiel de reboisement le plus rentable au monde », selon un rapport réalisé en 2019 par des consultants de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'ONG de conservation WWF-Kenya. **« L'étude a identifié environ 500 000 ha de terres de plantation viables dans dix pays : Angola, République du Congo, Ghana, Mozambique, Malawi, Ouganda, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. » L'étude propose la création rapide d'un fonds**, dont le siège serait situé dans un paradis fiscal (Maurice), pour financer la plantation des **100 000 premiers hectares d'arbres.**

Pour que ces plantations génèrent des bénéfices pour les investisseurs privés, l'étude affirme qu'une **aide sera nécessaire de la part des agences publiques européennes de coopération internationale, c'est-à-dire de l'argent des contribuables des pays du nord de l'Europe**, à savoir la Finlande, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Islande, Royaume-Uni et Pays-Bas, ainsi que de la Banque mondiale via la Société financière internationale (SFI), qui accorde des prêts à des entreprises privées.

L'étude et ses recommandations nous laissent perplexes et indignés, compte tenu des fausses hypothèses et des incohérences sur lesquelles elle se fonde ([voir l'Annexe I](#) pour une description plus détaillée). Ci-dessous, nous présentons un résumé de nos principales critiques.

- **L'étude répète les mêmes promesses perfides et fausses que celles continuellement avancées par les entreprises et leurs partisans.** Elle affirme que les plantations améliorent les conditions de vie des communautés, créent des emplois, améliorent le sol ainsi que la qualité et la quantité de l'eau. Les projets « sociaux » des entreprises seraient avantageux pour les communautés. Pourtant, les **plantations conduisent à un grand nombre de violations des droits**, créent très peu d'emplois, qui sont mal payés et dangereux, détruisent les forêts et les savanes, dégradent les sols, contaminent et assèchent les points d'eau et détruisent le mode de vie des communautés. **Avec les plantations, arrivent des gardes qui restreindront la liberté de mouvement des communautés ; les cas d'abus, de violence sexuelle à l'égard des femmes et d'infections par le VIH/sida se multiplient.** La promesse de projets « sociaux », souvent non tenue, est le principal argument de négociation des entreprises pour accéder aux terres communautaires.

- L'étude ne voit dans les conflits fonciers que des « difficultés » et la solution proposée consiste à « suivre les principes du label FSC et d'autres bonnes pratiques ». Tout d'abord, les 500 000 hectares où, selon l'étude, les entreprises devraient mettre en place leurs plantations d'arbres en monoculture ne sont pas des terres abandonnées ou dégradées. Les grandes sociétés veulent toujours des terrains fertiles, généralement plats et où l'eau est disponible, en d'autres termes, des terres généralement utilisées par les communautés. En recommandant le label FSC, **l'étude ignore une documentation abondante qui prouve que le FSC ne résout pas les problèmes structurels des plantations, et encore moins les conflits fonciers.** Le FSC trompe les consommateurs en considérant le modèle des grandes plantations en monoculture comme « durable », car il conduit toujours à de grandes étendues de terres contrôlées par les entreprises et à l'utilisation intensive de pesticides et d'engrais de synthèse. **Jusqu'à présent, l'indemnisation des populations qui ont perdu leurs terres et leurs moyens de subsistance a toujours été dérisoire ou inexistante. Par ailleurs, les dommages sociaux, environnementaux, économiques et culturels causés par les plantations d'arbres en monoculture dans les zones rurales des pays africains n'ont jamais été compensés par les entreprises.** Il n'existe aucun moyen de calculer les dommages et une grande partie des dégâts causés est irréparable.

- L'étude fait référence à un projet de la SFI/Banque mondiale au Mozambique, soulignant qu'un « un élément important de l'approche de la SFI consistera à définir et à enregistrer les droits fonciers ». En fait, au-delà du financement des plantations, la Banque mondiale a pour politique d'encourager les gouvernements des pays du Sud à accélérer l'octroi de titres de propriété individuels et, par conséquent, la privatisation des terres, pour tenter d'empêcher leur reconnaissance collective comme terres communautaires. **La Banque mondiale encourage la cession des terres communautaires à des capitaux privés partout dans le monde.** Il est important de souligner le fait que ces dernières années, le gouvernement du Mozambique a mis en place un certain nombre de réformes dans le secteur forestier. Parmi celles-ci figurent notamment un examen de la politique forestière et de sa stratégie de mise en œuvre et, très récemment, un processus de consultation publique en vue de revoir également la politique foncière nationale. Dans tous ces processus, la Banque mondiale est le dénominateur commun en termes de promotion et de « soutien » financier. Cet examen est organisé avec pour prétexte d'améliorer la transparence et l'efficacité de la gestion et des politiques foncières, et il entraînera inévitablement une modification de la loi foncière et de la réglementation correspondante, légitimant ainsi l'occupation des terres communautaires qui assurent les conditions de vie des communautés et des populations.

- L'étude affirme que les plantations d'arbres constitueraient « un puits de carbone stable et à long terme », et procureraient des « avantages d'adaptation substantiels » vis-à-vis du changement climatique au niveau local. En affirmant cela, l'étude ignore un nombre croissant de travaux scientifiques montrant que **les plantations d'arbres en monoculture sont une fausse solution**

climatique. L'expérience des communautés du monde entier a montré que **les plantations d'arbres en monoculture créent un environnement local encore moins préparé à répondre aux impacts de plus en plus perceptibles du changement climatique.**

- L'étude affirme que « les sociétés pétrolières et industrielles mondiales » veulent « faire partie de la solution plutôt qu'être une partie majeure du problème. Elles commencent à voir le potentiel des investissements forestiers. » **Les sociétés pétrolières et gazières font partie intégrante de la crise climatique, indépendamment de ces grandes déclarations. Elles n'ont montré aucun intérêt à le résoudre ; au contraire, elles ont l'intention d'investir avant tout dans de fausses solutions** – après tout, les profits passent avant tout.

- L'étude comporte d'autres affirmations fausses : « le monde aura besoin du type de reboisement intensif [...] actuellement mis en œuvre par l'industrie forestière brésilienne » ; ou d'autres selon lesquelles le voisin du Brésil, l'Uruguay, est « le pays forestier le plus récemment développé dans le monde ». La réalité est que **l'expérience brésilienne des plantations industrielles d'arbres au cours des dernières décennies a conduit à de nombreux conflits fonciers et à la dégradation de l'environnement.** Les municipalités où les concentrations de plantations sont les plus fortes sont aussi parmi les plus pauvres, par rapport à celles dont l'agriculture diversifiée est basée sur les petits exploitants. En Uruguay, on observe les mêmes impacts négatifs. Les zones rurales ont connu un exode massif et la population rurale a été réduite de moitié. En outre, **les citoyens uruguayens ont contracté une dette énorme du fait d'un récent contrat entre son gouvernement et la multinationale finlandaise UPM.** Selon ce contrat, le gouvernement a accepté d'effectuer des travaux d'infrastructure de plusieurs millions de dollars au service//pour répondre aux besoins d'UPM et des plans d'exportation de sa deuxième usine de pâte à papier.

- L'étude affirme également que « les faibles rendements historiques constituent le principal obstacle à la réussite des investissements dans la plantation sur de nouvelles terres. Les nouvelles opérations de plantation par des entreprises privées ont été interrompues ces dernières années. » Cela révèle non seulement que les profits sont ce qui compte vraiment pour les investisseurs privés, mais aussi que les auteurs de l'étude ignorent délibérément **la principale raison pour laquelle l'expansion des plantations industrielles a été bloquée dans divers pays africains : la résistance des communautés contre ces plantations en monoculture.**

- L'étude cherche également à attirer les investisseurs et évoque « la possibilité de planter [des arbres] à des coûts nettement inférieurs [...], plus ou moins la moitié de ce qu'ils étaient il y a 10 ans [...] ». Avec la promesse aux entreprises qu'elles auront moins à dépenser, le poids des projets de plantations industrielles à partir du fonds proposé pèsera encore plus sur les pays africains déjà endettés et, par conséquent, sur leurs populations, en particulier les communautés rurales qui risquent de perdre leurs terres les plus fertiles.

- Il est important de souligner qu'une ONG « conservationniste » est coproductrice de cette étude qui promeut des investissements qui profiteront en premier lieu aux entreprises privées. L'étude elle-même révèle comment **les ONG comme le WWF ne devraient plus être considérées comme des ONG puisqu'elles fonctionnent et agissent comme le « bras droit de l'industrie des plantations ».**

- Le rapport fait référence à une version non publique de l'étude qui n'a pas été divulguée au public à notre connaissance. Le rapport note également qu'« [...] il existe une coalition claire d'IFD [*institutions de financement du développement*] qui souhaitent poursuivre la discussion sur ce sujet [création du Fonds], notamment : la CDC [Royaume-Uni], le Finnfund [Finlande], la SFI [Banque

mondiale], le NDF [pays nordiques : Finlande, Norvège, Suède, Danemark, Islande] et la FMO [Pays-Bas] ». Cela démontre que les **décisions d'investissement sont prises sans la participation des communautés et des autres organisations de la société civile et mouvements sociaux des régions concernées, c'est-à-dire des parties les plus concernées**. Comment peut-il encore être acceptable au XXI^e siècle que les agences publiques de coopération internationale utilisent l'argent de leurs contribuables de cette manière ? En prenant leurs décisions à l'insu de leurs propres citoyens et des populations qui seront affectées ? Lorsque les sociétés de plantation et leurs investisseurs, après que tout a été décidé, déclarent qu'ils appliquent le principe du « consentement libre, informé et préalable » des communautés, cela mérite-t-il une quelconque crédibilité ?

Nous exigeons que la version non publique de cette étude soit publiée immédiatement par la BAD et le WWF-Kenya, afin que son contenu puisse être connu des communautés et de la société civile organisée dans les pays où ces structures ont l'intention de mettre en œuvre leurs plans. **Nous réitérons notre indignation face à l'affectation des ressources publiques à des investissements privés**, à travers des paradis fiscaux, pour **les investir dans des activités très nuisibles, telles que les grandes plantations en monoculture**.

Nous exigeons en outre un examen approfondi du processus d'attribution des terres aux sociétés de plantation, garantissant le retour des terres aux communautés qui en dépendent, aujourd'hui et dans le futur. Au Mozambique, par exemple, l'agriculture paysanne constitue la principale garantie de subsistance pour plus de 80 % de la population, et la terre est la seule chose à laquelle les communautés peuvent recourir pour assurer leur sécurité et leur souveraineté alimentaires.

En ce 21 septembre, nous réaffirmons notre solidarité avec les luttes légitimes et justes des communautés à travers le monde qui résistent à l'avancée des plantations et s'efforcent de récupérer les terres qu'elles ont perdues. Nous devons rappeler leur existence et les rendre visibles chaque jour. Et elles résisteront certainement à ce nouveau plan d'expansion insensé proposé dans l'étude de la BAD et du WWF-Kenya et commenté dans cette lettre ouverte.

Nous en appelons à la solidarité et à l'unité, afin qu'ensemble nous puissions exiger l'abandon immédiat de tout programme de reboisement basé sur de grandes plantations en monoculture.

La lutte continue !

Les plantations ne sont pas des forêts !

Signé par :

- ADECRU (Mozambique)
- Justiça Ambiental (Mozambique)
- Missão Tabita (Mozambique)
- Suhode Foundation (Tanzania)
- WRM (Internatcional)

(1) On peut citer parmi ceux-ci le « Bonn Challenge », avec pour objectif ambitieux d'établir des plantations sur 350 millions d'hectares dans le monde d'ici 2030, l'initiative AFR100, [dont l'objectif est de 100 millions d'hectares en Afrique, également d'ici 2030](#), ou la campagne pour planter 1 000 milliards d'arbres dans le monde, lancée lors du dernier Forum économique mondial de Davos.

>>> [Annexe I](#)

